

Madame l'Inspectrice d'Académie Directrice Académique  
des Services de l'Éducation Nationale de Haute-Vienne,

Conformément au *Décret n° 2008-1246 du 1er décembre 2008*, le SNUipp-FSU 87 a l'honneur de vous notifier les motifs qui nous conduisent à déposer une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève nationale pour les personnels enseignant.es du 1er degré, d'éducation, les accompagnant-es des élèves en situation de handicap et les psychologues de l'Éducation nationale exerçant dans les écoles, les établissements scolaires et les établissements spécialisés, à compter du lundi 11 mai 2020 jusqu'au vendredi 4 juillet 2020 inclus.

Voici les motifs, qui concernent la crise sanitaire du COVID-19 :

*Lors de son allocution du 13 avril 2020, le Président de la République a déclaré «A partir du 11 mai, nous rouvrirons progressivement les crèches, les écoles, les collèges et les lycées.»*

*Le 14 avril, le Président du Conseil de l'Ordre des Médecins affirme: «il n'y a pas d'explication médicale à déconfiner dans le milieu scolaire en premier».*

*Le 24 avril, dans un note rendue publique par le Ministère de la Santé et des Solidarités, le Conseil scientifique Covid19 écrit qu'il « propose de maintenir les crèches, les écoles, les collèges, les lycées et les universités fermés jusqu'au mois de septembre » mais« qu'il prend acte de la décision politique de réouverture au 11 mai».*

### **1. La date du retour des élèves dans les écoles**

Les différents avis scientifiques et médicaux émis ces derniers jours convergent : les garanties sanitaires ne sont pas satisfaites et les conditions ne sont pas réunies pour une réouverture des écoles aux élèves, même progressive. Pour le SNUipp-FSU, la date du 11 mai est donc largement prématurée au regard de la capacité de maîtrise actuelle du risque sanitaire. En l'état actuel, le SNUipp-FSU demande nationalement le report de cette échéance.

### **2. Les conditions de réouverture des écoles**

Une fois les avis scientifiques et médicaux favorables, les conditions suivantes doivent être réunies préalablement à la réouverture des écoles:

- Le gouvernement doit produire un cadre national où la santé et la sécurité des personnels et des élèves doivent primer sur toute autre considération. Après avoir été soumis, pour discussions et avis aux autorités médicales, puis aux CHSCT ministériel et académique, un protocole précis doit être adopté en CHSCT départemental. Ce protocole sanitaire validé, il doit servir de base et de boussole

pour toutes les déclinaisons locales qui s'effectueront sur le temps long du fait des grandes disparités des espaces et des organisations scolaires dans les écoles.

- Le SNUipp-FSU exige donc l'élaboration d'un cadre national de réouverture des écoles, validé par les autorités scientifiques et médicales, pour engager ensuite un travail en prenant tout le temps nécessaire avec les enseignants, les parents et les élus pour le décliner localement et le soumettre à l'approbation des conseils d'école.
- L'État employeur doit être garant du matériel de protection en quantité suffisante pour l'ensemble de ses agent.es : masques, savon, gel hydro-alcoolique, serviettes, mouchoirs jetables et tout autre matériel listé en CHSCT...
- Sous votre autorité, l'Éducation nationale doit s'assurer que les collectivités locales garantissent les conditions d'une réouverture : entretien des locaux, matériel de protection pour les élèves, présence des ATSEM dans les écoles...
- Il y a nécessité à acter un nombre maximum d'élèves par classe, en fonction de l'âge et de la superficie réelle des salles de classes (et au maximum 10 en élémentaire et 5 en maternelle).
- Le temps pour élaborer dans chaque école, en lien avec les collectivités locales, la déclinaison concrète de cette réouverture ne peut être limité à une journée ou deux. Il faudra a minima une semaine pour :
  - Organiser l'accompagnement de celles et ceux qui en auront besoin;
  - Réfléchir en équipe aux besoins et moyens indispensables à ce déconfinement, aussi bien en termes d'équipements matériels et sanitaires, que de renfort en personnel mais aussi;
  - Réorganiser les lieux avant l'arrivée des élèves;
  - Proposer des modalités précises d'organisation des écoles pour tous les moments de la journée (la cantine, les récréations, le transport scolaire, l'accueil des parents, la garderie, l'accueil et la sortie des élèves);
  - Informer les familles de l'organisation mise en place.
- Il est impossible que les enseignant.es accueillent des groupes d'élèves en présentiel tout en poursuivant le maintien d'un lien à distance, notamment avec l'activité scolaire, pour l'ensemble des élèves.
- L'école s'est arrêtée le vendredi 13 mars, les progressions scolaires reprendront lors de la réouverture pour tous les élèves.
- Les personnels vulnérables ou vivant avec des personnes vulnérables doivent bénéficier d'une ASA durant la période de crise sanitaire.

- Le fait d'avoir contracté le COVID-19 doit être reconnu comme un accident de service pour les personnels exerçant au sein des écoles.

En attendant de nous rencontrer dans le cadre du protocole de négociation, nous vous prions d'agréer, Madame l'Inspectrice d'Académie, l'expression de notre plus haute considération,

Fabrice Prémaud, Émilie Vennat-Louveau et Marie-Mélanie Dumas co secrétaires départementaux du SNUipp-FSU 87